

Date : 29/03/2024

Communiqué de presse : ACV-CSC METEA et CNE veulent une consultation sur l'avenir d'Audi Brussels

L'ACV-CSC METEA et la CNE sont profondément déçues par la décision de la direction de ne pas renouveler les contrats de 371 travailleurs intérimaires chez Audi. Cette intervention brutale aura un impact énorme sur les travailleurs concernés et leurs familles.

La CSC demande à la direction d'Audi d'assumer ses responsabilités et de s'asseoir avec les partenaires sociaux dès que possible pour développer un plan d'avenir réaliste pour Audi à Bruxelles.

La réduction de 371 emplois annoncée par la direction n'est pas une surprise en soi. Cependant, le moment choisi pour prendre cette décision a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Lors du processus de réconciliation en octobre 2023, il avait été convenu de maintenir un niveau de production de 20 emplois par heure jusqu'en juillet 2024 et que tous les travailleurs conserveraient leur emploi. Cependant, dès le début de cette année, il était déjà évident, étant donné la chute des ventes du modèle Q8 E-Tron fabriqué à Forest que cet accord était fortement menacé. Cette baisse de la production signifiant, selon la direction, qu'il n'y a que deux options. Soit maintenir la cadence de production entraînant la mise au chômage temporaire de +/- 3 371 salariés avec de larges périodes jusqu'à l'été 2024. Soit le choix de réduire la vitesse de production avec pour conséquence de se séparer de 371 travailleurs intérimaires. Un choix à faire entre la peste et le choléra.

L'ACV-CSC est indignée et fâchée que la direction d'Audi, bien que légalement dans son droit, ait informé ses travailleurs temporaires qu'il ne souhaitait plus faire appel à eux. Et cela, sans prendre la peine de consulter les partenaires sociaux.

Ironiquement, Audi déclare qu'il s'agissait d'une décision difficile à prendre et qu'elle souhaite remercier ces travailleurs pour leur engagement.

En agissant ainsi, sans consultation sociale, nous considérons que la direction est responsable de transmettre au monde extérieur le message que les travailleurs intérimaires sont pour elle des travailleurs de second rang, à qui l'on peut dire au revoir sans laisser le droit de parole.

Par la présente, **l'ACV - CSC demande instamment à la direction d'Audi** de prendre ses responsabilités et de se réunir avec les partenaires sociaux dans les plus brefs délais pour expliquer sa vision de l'avenir d'Audi Brussels. Nous pensons que cette consultation nous permettra d'affiner la vision de la direction et d'aboutir à un plan d'avenir réaliste pour Audi Forest et tous ses travailleurs.

Enfin, nous notons qu'en février de cette année, le Premier ministre De Croo a annoncé la création d'une Task Force chargé d'examiner l'avenir d'Audi Brussels. Jusqu'à aujourd'hui, et bien que nous ayons informé le cabinet que nous souhaitions également nous asseoir à cette table, nous n'avons toujours pas été invité. Le récent incident au cours duquel les contrats de 371 travailleurs temporaires n'ont pas été renouvelés souligne la nécessité d'une action ciblée dans ce domaine. Nous pensons qu'en plus d'assurer l'avenir de l'usine Audi à Forest, ce groupe de travail peut également se pencher sur les droits et la protection des travailleurs intérimaires. Nous sommes convaincus qu'à travers cette voie, des recommandations peuvent être formulées pour que des mesures politiques visant à améliorer la condition des travailleurs temporaires soient prises.

Ludovic Pineur (secrétaire permanent CNE / vakbondssecretaris CNE),
Jan BAETENS (secrétaire permanent ACV-CSC METEA / vakbondssecretaris ACV-CSC METEA)